**ASSOCIATION POUR LA REDYNAMISATION DE L’ELEVAGE AU NIGER**

**SECRETARIAT EXECUTIF**

Tél: 00 227 20 73 66 22 fax: 00 227 20 73 76 21 Email: aren@intnet.ne

BP 12 758 Niamey Niger

**PROJET Insecure Land-Nouvelles alliances pour la promotion des valeurs universelles**

**Revue interne à mi-parcours**

**Période juillet 2014 – juin 2016**

***Juin 2016.***

**Table des matières**

[Sigles et Abréviations 1](#_Toc455099581)

[Introduction 2](#_Toc455099582)

[I. Contexte 2](#_Toc455099583)

[II. Méthodologie 4](#_Toc455099584)

[III. Principaux résultats produits par le projet 4](#_Toc455099585)

[**3.1.** **Le Board, un mécanisme innovant de gouvernance d’un projet : forces et limites** 4](#_Toc455099586)

[**3.2.** **Performance dans la mise en œuvre des activités** 6](#_Toc455099587)

[**3.2.1.** **Des leaders locaux d’éleveurs plus aptes à défendre les intérêts des pasteurs** 6](#_Toc455099588)

[**3.2.2.** **La société civile se mobilise contre l’accaparement illégal des terres pastorales** 7](#_Toc455099589)

[**3.2.3.** **Structuration de la société civile pour le plaidoyer** 7](#_Toc455099590)

[**3.2.4.** **Utilisation des mécanismes de droits internationaux** 9](#_Toc455099591)

[**3.2.5.** **Apprentissage sud-sud** 12](#_Toc455099592)

[**3.2.6.** **Le système judiciaire et le lobby politique pour récupérer les terres pastorales occupées** 12](#_Toc455099593)

[**3.2.7.** **Utilisation du système judiciaire par les membres de AREN** 14](#_Toc455099594)

[**3.2.8.** **Vers le développement d’une expertise en foncier pastoral au sein des avocats et Magistrats** 15](#_Toc455099595)

[**3.2.9.** **Productions des évidences sur l’accaparement** 16](#_Toc455099596)

[IV. Valeur ajoutée de CARE 16](#_Toc455099597)

[V. Effets et changements majeurs produits par le projet 17](#_Toc455099598)

[**5.1.** **Une évolution fulgurante des marqueurs de progrès** 17](#_Toc455099599)

[**5.2.** **Vers la réalisation du but final du projet** 0](#_Toc455099600)

[VI. Conclusions et recommandations 1](#_Toc455099601)

[Annexe 1 : cadre logique à jour au 30 juin 2016 0](#_Toc455099602)

# Sigles et Abréviations

|  |  |
| --- | --- |
| **AN** | Assemblée Nationale |
| **AREN** | Association pour la Redynamisation de l’Elevage au Niger |
| **BRACED** | Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters |
| **CDK** | CARE Danemark |
| **CEDEAO** | Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest |
| **CILSS** | Comité Inter état de Lutte contre la Sécheresse au Sahel |
| **CNDH** | Commission Nationale des Droits de l’Homme |
| **CRIIRAD** | Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité |
| **ENAM** | Ecole Nationale d’Administration et de la Magistrature |
| **EPU** | Examen Périodique Universel (Mécanisme des droits des Nations Unies) |
| **IDDH** | Institut Danois des Droits de l’Homme |
| **IGGA/IGS** | Inspection Générale de la Gouvernance Administrative/ Inspection Générale des Services |
| **OPTIM-AOC** | Observatoire des Terres de Parcours et de l’Intégrité des couloirs de transhumance et commerciaux pour la Mobilité du bétail en Afrique sahélienne de l’Ouest et du Centre |
| **OSC** | Organisation de la Société Civile |
| **PASEL- VSF** | Programme d’Appui au Secteur de l’Elevage – Vétérinaires Sans Frontière |
| **PASSHA** | Projet d’appui au Pastoralisme et à la Stabilité dans le Sahel et la Corne de l’Afrique |
| **PREGEC** | Dispositif Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires |
| **RPCA** | Réseau de Prévention des Crises Alimentaires |
| **PROGRES II** | Programme de gestion équitable des ressources Naturelles et de Renforcement de la Société civile phase 2 |
| **RBM** | Réseau Billital Maroobe |
| **ROPEN** | Réseau des Organisations des Pasteurs et des Eleveurs du Niger |
| **ROTAB** | Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire |
| **SAMAN** | Syndicat Autonome des Magistrats du Niger |
| **SEISPA** | Système endogène d’information pastorale |
| **SP/CAPAN** | Secrétaire Permanant /Collectif des Associations Pastorales du Niger |
| **UEMOA** | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine |
| **ZFD-GIZ** | Zivile Friedensdienst-(Service civile pour la paix) - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit |

# Introduction

Le projet Insecure Land- Nouvelles alliances pour la promotion des valeurs universelles a démarré ses activités le 1er juillet 2014 et s’achèvera le 30 juin 2017 pour un montant global de 3 millions de DKK dont 2,6 millions de Danida et 0,4 millions de match de CARE DK.

Le projet Insecure Land a pour objectif « Les terres pastorales sont protégées contre l’occupation illégale et l’accaparement des terres ». Trois résultats concourent à la réalisation de cet objectif : (i) L’occupation illégale des terres pastorales est dénoncée par les leaders locaux de l’AREN, (ii) Les acteurs de la société civile mènent des activités de plaidoyer reposant sur des données factuelles contre l’accaparement illégal des terres pastorales dans les espaces nationaux et internationaux et(iii) Le système judiciaire, le lobby politique et les conventions locales sont mis à contribution pour tenter de récupérer les terres occupées.

Le groupe cible du projet est constitué : (i) au niveau local par les membres de l’administration territoriale, les commissions foncières communales, les commissions foncières départementales et les élus locaux, (ii) au niveau national par le gouvernement du Niger, les avocats, les industries extractives et les autres acteurs du secteur privé et (iii) au niveau international par 400 000 membres du réseau Billital Maroobé en Afrique de l’ouest et certains Etats européens.

En vue de mieux valoriser les résultats du projet, la revue interne du projet, initialement prévue pour août 2015 a été reporté pour finalement avoir lieu après deux années de mise en œuvre. Il s’agit au cours de cet exercice participatif et inclusif avec les communautés, d’appréhender et d’analyser les premiers effets et changements majeurs produits ainsi que les gaps en vue d’apporter les ajustements nécessaires pour une meilleure performance avant la fin du projet le 30 juin 2017.

Le processus de cette revue interne a été conduit par une équipe mixte composée de AREN et CARE, qui non seulement a procédé à la collecte des informations, documentaires et des entretiens à Niamey, mais également s’est rendue sur le terrain aux alentours de Niamey, dans des zones fortement touchées par le phénomène de l’accaparement des terres pastorales. Des outils de collecte et d’analyse de données ont été élaborés et mise en œuvre. Des interviews individuels et de groupe ont été réalisés avec des personnes directement concernées au niveau communautaire.

Ce rapport de revue interne à mi-parcours qui couvre la période de juillet 2014 à juin 2016, se focalise sur les changements induits par le projet Insecure Land et sur la valeur ajoutée de CARE dans le cadre de ses appuis aux partenaires impliqués dans la mise en œuvre. Le rapport est structuré selon les critères d’évaluation de cohérence et pertinence au niveau général et les critères d’efficience, d’efficacité, et de durabilité appliqués aux trois domaines de changement adressé par le projet : (i) mobilisation à la base et empowerment, (ii) renforcement organisationnel et gouvernance et (iii) plaidoyer et influence.

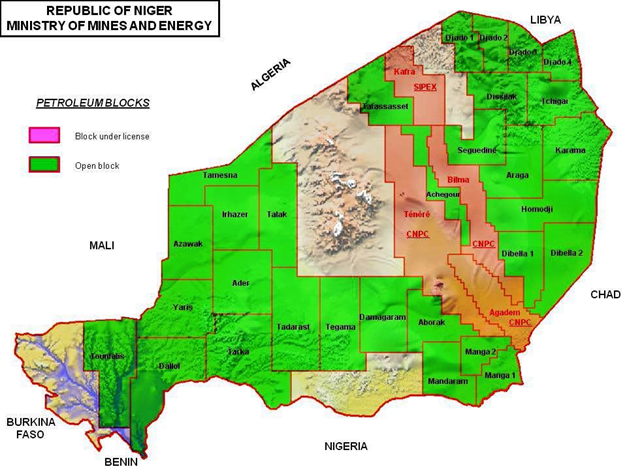
# Contexte

Au Niger, le phénomène de l’accaparement et d’occupation illégales des terres pastorales malgré qu’il soit récent, a pris dangereusement de l’ampleur ces dernières années au point de constituer une menace réelle sur la mobilité pastorale. Les effets de l’accaparement des terres affectent surtout les petits éleveurs et accroit leur vulnérabilité dans un contexte où les ressources pastorales subissent de plein fouet les effets acerbes des déséquilibres annuels et interannuels et du changement climatique. L’élevage constitue pourtant la seconde activité du pays et occupe environ 11% de la population soit environ 2 millions de personnes. Face à cette escalade de l’occupation illégale et d’accaparement des terres pastorales, il n’y avait presque pas de réactions de la part des acteurs de la société civile en vue d’enrailler le phénomène.

C’est dans ce contexte, que CARE et AREN avaient initié le projet Insecure Land en vue d’engager un dialogue et influencer l’Etat et les autres acteurs conventionnels et non conventionnels concernées par la question. De ce fait, ce projet fut construit comme initiative de plaidoyer en vue de l’influence des pratiques et politiques dans le domaine du foncier pastoral plus particulièrement, en s’appuyant sur les instruments de droit nationaux (juridictions, CNDH, Commission nationale, etc.) et internationaux. L’utilisation du mécanisme de l’EPU des Nations Unies visait à rendre redevable le gouvernement et l’amener à agir vigoureusement en faveur de la sauvegarde et la protection des intérêts fonciers en faveurs de la pratique de l’élevage mobile.

Afin de réaliser ces ambitions, une coalition nationale mobilisant et engageant plusieurs organisations de la société civile actives dans les domaines du pastoralisme et des droits de l’homme, avait émergé et fait siennes les revendications des éleveurs pour porter le plaidoyer du niveau pays jusqu’à l’international avec le soutien actif de CDK. Le Réseau Ouest africain des organisations d’éleveurs Billital Maroobe, s’est également saisi de la question pour la porter au niveau régional. Dans ces démarches, le rôle crucial joué par le projet a consisté à la facilitation du processus multi acteurs et la fourniture aux organisations d’éleveurs d’informations et outils pertinents.

Le contexte politique et institutionnel du secteur de l’élevage offre une multitude de défis à adresser à travers des initiatives de plaidoyer consignées dans les différents documents de référence des organisations d’éleveurs. Parmi les problématiques les plus citées on note :

* Le droit d’accès à la terre et le contrôle des ressources foncières (incluant les terres et autres ressources pastorales, qui sont partagées), qui demeurent entourés d’enjeux affectant les droits humains élémentaires relatifs aux moyens d’existence et la cohabitation apaisée entre les communautés rurales. Le système pastoral (pasteurs – ressources – bétail) dont le mode opératoire est bâti sur la mobilité, rencontre de nombreuses contraintes dont entre autres (i) l’occupation entière ou le grignotage des couloirs de passage et pistes à bétail par les agriculteurs, (ii) l’occupation illégale des espaces pastoraux péri urbain par les promoteurs immobiliers, (iii) la privatisation des espaces pastoraux à travers des ranchs  entraînant leur réduction et morcellement, et enfin (iv) le maillage inapproprié des puits pastoraux créant un déséquilibre dans l’exploitation des pâturages.
* L’absence d’indemnisation des pasteurs en cas d’occupation des zones de pâturages ou leurs terroirs d’attache, constituant une véritable atteinte aux droits humains (cas de rupture d’égalité entre citoyens). Ce phénomène va s’aggraver avec la montée en puissance des prospections minière et pétrolière (cf. carte ci-contre, en vert les permis ouverts) et l’installation d’industries extractives dont la grande majorité se concentre dans les zones pastorales du pays. Egalement, il y a une absence de redevabilité des industries extractives par rapports aux engagements nationaux et internationaux régissant la responsabilité sociale des industries extractives.

Les acteurs de la société civile pastorale fortement attachés aux valeurs et principes de droits humains se sont résolument engagés dans la défense des intérêts stratégiques des pasteurs à travers des actions coordonnées par une campagne de plaidoyer en vue d’influencer les politiques et de construire un cadre institutionnel et politique favorable au pastoralisme et à l’émergence d’un modèle économique dans lequel les exploitations familiales des ménages d’éleveurs pauvres surviennent aux besoins primaires de vivre paisiblement, de se nourrir, de se soigner et se vêtir.

# Méthodologie

La revue à mi-parcours a été conduite par une équipe légère de AREN composée du conseiller en plaidoyer et du conseiller juridique, appuyée par l’équipe de PROGRES II et par le chargé de communication du RBM. Cette équipe a tenu deux rencontres de cadragepour déterminer les besoins en informations à collecter, élaborer les outils de collecte et préciser les méthodes de collecte et d’analyse des données (cf. annexe) et le format du rapport.

La collecte des données a été conduite à Niamey et sur le terrain au niveau communautaire à travers des entretiens individuels et des focus-groupes. Une retraite des cadres de AREN a été organisée pour l’exploitation, l’analyse des données et la rédaction du premier draft du rapport de revue qui sera finalisé avec l’appui de l’équipe de PROGRES II. Le rapport a fait l’objet de validation par le Board avant sa ventilation.

**Feuille de route**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activités** | **Echéances** |
| 1. Définition de la méthodologie |  |
| 1. les documents | 24 mai au 03 juin 2016 |
| 1. Réunion questionnaire satisfaction cf. Serge | 06 juin 2016 |
| 1. Préparer questionnaire terrain | 06 juin 2016 |
| 1. Enquête terrain aux alentours de Niamey | 07 juin 2016 |
| 1. Analyse financière (cf. rapport financier) | 06 – 08 juin 2016 |
| 1. Mettre à jour des marqueurs de progrès | 06 juin 2016 |
| 1. Retraite du comité de rédaction | 10 - 13 juin 2016 |
| 1. Finalisation du rapport | 19 au 30 juin |

# Principaux résultats produits par le projet

## **Le Board, un mécanisme innovant de gouvernance d’un projet : forces et limites**

L’une des innovations majeures apportées par ce projet dans le domaine de la gestion, était la mise en place et le test d’un mécanisme de gouvernance qui vise à équilibrer les rapports de forces dans les prises de décisions dans un projet qui associe un partenaire du Nord (CARE) détenteur du contrat bailleur et des partenaires locaux du sud sous contractants et associés à la gestion du projet. De ce fait, le Board a été conçu comme un instrument de prise de décision dans la gestion du projet et composé de représentants politiques de AREN et RBM avec pouvoir de décision et de CARE (CDK et CARE Niger). Les salariés qui mettent en œuvre le projet y sont présents, tout comme CARE, ils ne disposent pas de pouvoir de prise de décision. Composé de 5 membres, le Board a été mis en place et fonctionne dès le début du projet.

Les débuts du fonctionnement du Board ont été difficiles, tant ses membres n’ont pas l’habitude de tel montage, mais surtout du retard dans la mise en place d’un véritable mécanisme de gouvernance qui clarifie son mode de fonctionnement et de prise de décisions. Egalement le Board qui se distingue d’un conseil d’administration/comité de pilotage classique et encore moins d’un organe de gestion opérationnel, a été assez difficile à être cerner par ses membres (CARE, AREN et RBM) habitués aux montages peu complexes dans lesquels l’exclusivité de la décision revenait au porteur de contrat bailleur.

Le rôle de CARE n’a pas été vite compris au départ, et assez de sollicitations étaient faites pour certaines prises de décisions difficiles, les partenaires hésitant et voulant partager les risques qu’elles comportaient.

Nonobstant ces difficultés de démarrage, le Board a néanmoins pris des décisions cruciales pour le déroulement du projet. Ce fut le cas, lorsque pour des raisons d’insécurité dans la région de Diffa en février 2015, il fallait décider de la réorientation de l’activité sur l’incidence de l’exploitation pétrolière sur le pastoralisme dans la région de Diffa. Après plusieurs hésitations, le Board a fini par décider de développer un partenariat multi acteurs pour adresser la problématique de pollution des ressources pastorales par la mine uranifère d’Azlik abandonnée par les chinois dans la région d’Agadez.

En dépit du caractère novateur, l’apprentissage de cette expérience permet d’estimer que le Board a produit des résultats mitigés à ce stade de mise en œuvre du projet. En effet, le fondement de l’approche reposant sur plus de pouvoir aux acteurs locaux n’a pas très bien fonctionné pour plusieurs raisons (i) la faible capacité des politiques membres du Board, (ii) l’absence d’appropriation au début des activités du projet, (iii) la forte dépendance affichée vis-à-vis de CARE dans les prises de décision au début et (iv) la forte implication des salariés qui dominent dans les débats. Toutefois une amélioration progressive et sensible de l’appropriation de cet instrument par les membres a finalement émergé. Au point qu’on peut affirmer qu’aujourd’hui, il y a une tendance à inverser de façon irréversible la gestion du pouvoir entre CARE et AREN dans la gestion de ce projet.

La campagne « Sauvons les terres pastorales » initiée, mise en place par le projet et portée par plusieurs OCS, manque cependant de véritable articulation avec le Board. Pourtant à certains moments, des membres de la campagne ont manifesté le désir de se faire représenter au sein de cette instance de décision du projet, mais qui n’a jamais été accepté. Peut-être doit-on voir à travers cela une ferme volonté de AREN de garder la main mise sur le contrôle entier du projet.

Il faut cependant reconnaitre qu’en dépit des disfonctionnements qui ont émaillé le Board, il reste et demeure un instrument de pilotage approprié pour réduire la détention concentrée du pouvoir par un acteur du nord porteur de contrat bailleurs soit-il.

Dans la perspective d’amélioration du fonctionnement du Board, quelques mesures correctives peuvent être apportées notamment :

* Étoffer son effectif (actuellement de 5 membres) en intégrant au moins un représentant de la campagne, ce qui aura l’avantage de relever le niveau de débat et d’appropriation dans la prise des décisions.
* Renforcer les capacités de ses membres en leadership et gestion stratégique.
* Le doter d’une planification avec des résultats bien précis en matière de changement dans le plaidoyer.

Enfin, un tel mécanisme de gestion de pouvoir, peut bien être adopté dans la gestion des projets surtout de type multi acteurs, car permettant de restituer le pouvoir de décision aux organisations locales tout en les responsabilisant davantage dans la gestion du projet.

## **Performance dans la mise en œuvre des activités**

### **Des leaders locaux d’éleveurs plus aptes à défendre les intérêts des pasteurs**

#### **Formation et sensibilisation des leaders d’éleveurs sur le droit foncier**

L’un des rôles des leaders des éleveurs est de communiquer avec les représentants des éleveurs dans les instances locales de décision sur le foncier, notamment les commissions foncières locales et la commune. Il se trouve que la plupart de ses leaders manquent de connaissances requises pour identifier les cas de violation des textes et lois dans le domaine du foncier. AREN a conduit des séances d’information sensibilisation sous forme de caravane et des formations de ces leaders dans 3 régions du pays (Tillabéry, Tahoua et Diffa). Ces séances ont englobé des thèmes variés en lien avec le droit foncier. Au total 2962 personnes dont 19,37% de femmes ont été touchés soit au total 9,87% des 30 000 membres de AREN répartis sur l’ensemble du pays.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Thèmes | Année 1 | | Année 2 | | Total 2 ans | | | % total membre AREN |
| **H** | **F** | **H** | **F** | **H** | **F** | **Cumul** |
| Textes législatifs sur le droit foncier | 1519 | 383 | 839 | 186 | 2358 | 569 | 2927 | **9,76%** |
| Textes sur le code rural |  |  | 30 | 5 | 30 | 5 | 35 | **0,11%** |
| Total | **1519** | **383** | **869** | **191** | **2388** | **574** | **2962** | **9,87** |

Ces activités ont sans doute permis au leaders des éleveurs de prendre conscience davantage des enjeux de la violation des droits des pasteurs dans l’accès aux ressources pastorales et la nécessité d’utiliser les mécanismes de droit locaux à leur disposition, mais surtout de procéder aux dénonciation de ces cas.

En considérant que près de 10%[[1]](#footnote-1) des membres de AREN sont concernés par ces séances on peut bien estimer que l’on s’achemine vers une masse critique de leaders locaux pour inverser la tendance à l’attentisme et la résignation des éleveurs. Le cas des populations des plateaux de Bougoum et Karey Gorou dans les environs de Niamey qui viennent de prendre spontanément en main la surveillance de leurs aires de pâturage menacées d’accaparement en est très révélateur.

#### **Mobilisation sociale à la base pour la revendication des droits fonciers des pasteurs**

Dès au démarrage du projet, AREN à travers sa base régionale de Diffa a procédé à un état des lieux des structures locales de droit de l’homme et des pasteurs dans la région de Diffa à des fins de mobilisation et d’organisation pour revendiquer les droits des pasteurs en proie aux effets pervers de l’exploitation pétrolière dont plusieurs impacts sur la pratique de la mobilité sont sans appel :

- Effondrement et pollution des points d’eau pastoraux.

- Destruction des pâturages.

- Nuisance par le bruit qui dérègle le comportement de reproduction des animaux.

- Occupation des zones de pâturage par les installations pétrolières, Etc.

Malheureusement, cet élan s’est vite estompé avec la détérioration de la situation sécuritaire dans la région en début 2015, qui conduisit à une substitution tout azimut par la zone du site de la mine uranifère abandonnée de Azelik en région d’Agadez.

Cependant, la formation des leaders pastoraux sur les procédures d’accès à la justice dans la région de Diffa, a permis de renforcer leurs capacités et de les rapprocher davantage des instances judiciaires déconcentrées et de ne pas craindre de s’y référer en cas de violation des droits des pasteurs.

Le système endogène d’information pastorale (SEISPA) construit sur les leaders locaux et le système traditionnel de communication dans cette région, procède de cet effort de faire vite remonter les informations sur la violation des droits des pasteurs et de mobiliser rapidement les énergies pour le traitement qui sied au niveau régional.

### **La société civile se mobilise contre l’accaparement illégal des terres pastorales**

La réalisation du résultat 2 du projet passe nécessairement par une action collective de la société civile contre le phénomène émergeant de l’accaparement et occupation illégale des terres pastorales, animé par de puissants lobbies de l’élite politico financière, les sociétés d’urbanisation et les industries extractives. Pour y parvenir, le projet a dû déployer une approche inspirée du Outcome Mapping qui a permis aux OSC de concilier des intérêts divergents et de transcender les clivages de leadership au profit d’une mutualisation de leurs énergies à travers une coalition nationale qui portera la campagne « sauvons les terres pastorales ».

« Les choses ont avancé car les gens ont compris qu’on doit travailler ensemble, toutes ces organisations autour de la table ont parlé le même langage : lutter contre l’accaparement des terres » **Tidjani Alou Aboubacar, SP/CAPAN et Vice-Président du Comité de Gestion de la Campagne**

AREN s’était déjà doté d’une stratégie de plaidoyer, dans laquelle l’option d’une approche de plaidoyer multi acteur et collaboratif était clairement énoncée. Cela va favoriser la motivation ferme de AREN à la mobilisation et l’engagement des OSC pour la mise en place de cette coalition qui sera le fer de lance de la campagne de plaidoyer.

Les organisations membres de la campagne ont su mettre en place une dynamique de collaboration qui leur a permis d’activer plusieurs dispositifs nationaux (juridictions, lobbying, plaidoyer) et internationaux (EPU) pour faire aboutir leurs revendications sur la sécurisation du foncier pastoral.

L’objectif de la campagne « sauvons les terres pastorales » porté par cette coalition, est de « préserver les espaces pastoraux en zones pastorale, agropastorale et agricole de toute forme d’accaparement de nature à porter entrave au droit à la mobilité pastorale et à favoriser la paupérisation des pasteurs ».

### **Structuration de la société civile pour le plaidoyer**

#### **Mise en place d’une coalition de la société civile**

La complexité de la problématique abordée et le besoin de s’unir pour être plus fort ont conduit le projet à accompagner l’émergence d’une coalition de plusieurs OSC.

Le processus de mise en place de la coalition pour la campagne « sauvons les terres pastorales » a été laborieux tant la complexité de mettre ensemble toutes ses organisations qui se connaissent mais qui ont des difficultés à se mettre ensemble était évidente. C’est ainsi qu’un processus itératif et inclusif a été développé par le projet à travers une note méthodologique, il se résume ainsi :

* Cartographie des OSC œuvrant dans le domaine du pastoralisme et des droits de l’homme. Cette cartographie tenait compte des intérêts pour la thématique et les changements sur les lesquels chaque organisation pourrait s’engager.
* Elaboration d’une note de présentation du plaidoyer sous forme de flyer, pour un appel à engagement volontaire de la société civile sur le plaidoyer. Ce flyer pose clairement la problématique à aborder ; définie un agenda précis pour la campagne ; et enfin présente les instruments à activer au Niger et au plan international (EPU). C’est un véritable appel à engagement qui fut lancé en direction des OSC.
* Information sensibilisation des OSC ciblées sur la base de la cartographie. La démarche ici a consisté au partage du Flyer, soutenu d’une rencontre d’échange individuelle conduite par AREN avec l’appui de CARE Niger.
* Lancement de la compagne, qui a eu lieu le 24 février 2015 à l’espace FRANZ FANON de Alternatives Espaces Citoyens. La mobilisation de la société civile a été sans précédent avec plus de 15 OSC représentées. Une déclaration commune a été faite à l’issue de la rencontre, et des discussions sur le mécanisme de succès et de durabilité de l’alliance ont permis déjà de convenir qu’un mécanisme de gouvernance authentique est nécessaire à mettre en place. Ce lancement posait déjà les bases d’une appropriation de la campagne par ses membres qui ont pris son contrôle dès ce départ.
* Mise en place d’un mécanisme de gouvernance, qui définit entre autres : les modalités d’adhésion, de fonctionnement, de financement et de mise en œuvre des activités de la campagne, ainsi qu’un organe de gestion de la campagne.
* Elaboration d’un MoU qui a été signé par 17 OSCs nationales et internationales dont 5 sont des organisations de défense des droits de l’homme. S’ajoutent quatre (4) autres organisations qui sont des alliés et participent aux activités de la campagne.
* La campagne s’est dotée d’un organe de gouvernance (Comité de gestion - CG), avec pour vocation principale la facilitation aux organisations de la coordination de la campagne et de la mise en œuvre des activités, de ce fait il dispose de son propre programme de travail. Les règles de son fonctionnement définies dans le mémorandum sont respectées des membres. Depuis la mise en place du mémorandum on note une amélioration sensible dans le partage d’informations sur les activités planifiées et mises en œuvre par les différents membres de la Campagne.

Quelques disfonctionnements sont néanmoins constatés, il s’agit principalement de la faiblesse dans la circulation de l’information entre les membres ; et la faible valorisation des réseaux sociaux et l’absence de sites internet pour la diffusion des informations (blog ou utilisation des sites des membres).

#### **Acquis et leçons apprises du fonctionnement de la campagne**

Après plus d’une année de fonctionnement, la campagne emprunte véritablement une dynamique positive et ascendante et son appropriation par ses membres ne pose pas de doute, car aujourd’hui il se tient des réunions où CARE n’est pas présente et des succès sont engrangés par cette campagne (voir plus bas). Plusieurs facteurs ont milité en faveur de cette réussite dont entre autres :

* La qualité de la préparation du processus de mise en place d’une coalition est fondamental dans la réussite, il s’agit surtout de veiller à la qualité de la documentation, de la communication et de l’inclusion des acteurs qui montre plus de volonté et d’engagement au démarrage.
* Le Outcome mapping en tant qu’outil de planification collective, permet de susciter l’intérêt des différents acteurs en ce sens qu’il leur offre une vue claire des engagements à souscrire en termes de changements recherchés. Il permet de ce fait de fédérer les efforts de chacun autour d’un idéal commun.
* Un mécanisme de gouvernance, inclusif, transparent et consensuel permet une appropriation d’une campagne de plaidoyer par ses membres. C’est un cadre excellent pour la responsabilisation des membres dans les processus décisionnels.
* La qualité de la communication est essentielle dans la mise en place de la campagne, la proactivité et la persuasion doivent être de mise.
* Le processus de mise en place d’une coalition doit tenir compte du rythme des acteurs pour pouvoir els mobiliser et les engager.

### **Utilisation des mécanismes de droits internationaux**

#### **Veille informative, apprentissage et le lobbying dans l’espace CEDEAO**

Le RBM en tant que réseau des organisations pastorales actif au niveau de la CEDEAO établi le lien entre les activités au niveau pays et l’espace communautaire. Ceci se fait à travers son système de collecte de données dans le cadre de son dispositif régional de veille informative à travers les pays. Une articulation est également recherchée pour renseigner la plateforme web OPTIM-AOC mise en place avec l’appui du CILSS pour rendre visible les sites accaparés et ceux potentiellement menacés. Au-delà du partage d’information, cela aura certainement un caractère très dissuasif pour certains accapareurs.

Il existe une base d’information importante produite par le projet qui n’attend qu’à être valorisée dans ce sens. En effet, un important travail de cartographie et de géolocalisation a été fourni par AREN et RECA et a concerné 789 522, 58 ha de parcours dans la région de Tillabéry et Dosso.



**Géo localisation (en trait rouge) des terres bornées dans la commune Bitinkodji, soit 6,5% de la superficie totale**

L’efficacité et la durabilité d’une initiative de ce type ne peut s’effectuer en dehors d’une approche fédératrice des efforts et expériences complémentaires conduites par d’autres partenaires ou dans d’autres projets. En effet il y a une faible valorisation des acquis de RBM et AREN dans le cadre d’autres projets notamment BRACED du consortium de Acting for Life, à travers lequel ces deux organisations mettent en place un système de collecte d’informations pour la veille informative.

Le RBM a formé 20 agents de terrain sur l’utilisation de l’application pour smartphone ODK qui alimente actuellement son Système d’Information Géographique. La collecte d’informations sur les sites transfrontaliers Niger-Mali et Niger-Burkina est en œuvre par AREN et ces données sont partagées régulièrement lors des PREGEC et des RPCA.

Cependant, la préoccupation reste toujours la faible remontée et la régularité de l’information et surtout le retard dans la mise en route du site de OPTIM-AOC, qui si elle n’intervient pas assez vite risque de compromettre la durabilité de ses activités. C’est dans ce cadre qu’il a été tenu du 24 au 25 juin 2016 à Koudougou (Burkina Faso), un atelier technique organisé par le projet PASSHA sur la relance du processus de développement du module OPTIM-AOC. L’atelier a constitué une occasion de restituer aux participants et aux partenaires les travaux antérieurs entrepris depuis 2013, de convenir des finalités de l’outil et de convenir d’une feuille de route sur les étapes futures.

Enfin, notons que le RBM a réalisé une étude de capitalisation des modèles de sécurisation du foncier pastoral en Afrique de l’Ouest développés par les organisations pastorales membres du Réseau en vue de renforcer les stratégies de prévention des conflits autour de l’accès et du contrôle des terres pastorales et des ressources naturelles. La capitalisation a servi à l’élaboration d’une note de politique sur la sécurisation du foncier pastoral qui a fait l’objet d’une communication à la COP12 sur la désertification à Ankara. C’est également une évidence qui pourrait alimenter le plaidoyer au niveau régional et international.

Aussi, la coalition, a-t-elle produit une contribution rédigée à l'évaluation mi-parcours de la mise en œuvre des recommandations du rapport EPU Niger de 2011. Cette contribution sur les cas d’accaparement illégaux d’espaces pastoraux a été inspirée du rapport d’évidences sur les cas de violation des droits des pasteurs produit l’année précédente par AREN. En plus des multiples participations aux travaux du comité interministériel, AREN, a participé au titre de la campagne à l'atelier national d'évaluation des recommandations de l’EPU 2011, qui fut un espace opportun pour faire entendre la voix des pasteurs et prendre en compte leurs préoccupations dans le rapport final.

Les membres de la campagne « Sauvons les terres pastorales » ont participé activement à une initiative de plaidoyer multi pays visant le niveau CEDEAO et UEMOA (cf. encadré ci-dessous).

**Lancement caravane ouest africaine sur l'eau, la terre et les semences**

Du 03 au 05 mars 2016, une délégation du Niger de quatorze personnes, composée des représentants des structures membres de la plate-forme Agro-écologie et de la campagne "Sauvons les terres pastorales, s’est rendue à Ouagadougou au Burkina Faso pour participer au lancement de la caravane sur l'eau, la terre et les semences le 04 Mars 2016.

En effet, de Dakar à Tunis, les organisations et mouvements de base se sont engagés à travers une déclaration comme socle commun de vision, de principes et d’actions et à continuer le processus de construction de cette Convergence. Elle vise à approfondir les stratégies communes de lutte des mouvements sociaux et organisations de base en Afrique de l’Ouest. Pour cela, la conférence de lancement a constitué un espace de partage d’expériences et une analyse commune des défis, et a abouti à la mise en place de la Convergence des luttes pour la terre et l’eau Ouest Afrique avec un plan d’action. L’évènement a connu la participation de représentants de quatre pays (Bénin, Burkina Faso, Niger et Togo). Cette caravane a pour objectif de de sensibiliser et mobiliser les communautés afin d’interpeller les décideurs sur les engagements qu’ils ont pris en matière de foncier et de développement de l’agriculture en adhérant aux conventions et aux mécanismes régionaux et internationaux tels les Directives foncières de la FAO ou l’initiative sur les politiques foncières (IPF/LPI). Il s’agit d’une part d’influencer les politiques et les textes législatifs en cours d’élaboration sur le foncier, l’eau, et les semences dans l’espace CEDEAO et UEMOA pour défendre les droits des producteurs dans le cadre de la souveraineté alimentaire en promouvant l’agro écologie paysanne, ceci en s’appuyant sur le droit humain à l’alimentation.

En marge de ce lancement, le film sur l’accaparement des terres produites au Niger par ROPEN (membre de la campagne) a été projeté.

Les prochaines étapes pour le Niger, sont la mise en place d’une convergence nationale des luttes pour l’eau, la terre et les semences et l’organisation d’une caravane nationale qui couvrira les régions de Tahoua, Dosso et Maradi.

#### **Utilisation de l’EPU par la société civile pour rendre l’Etat plus redevable**

L’activation du mécanisme de l’EPU est un des deux piliers de l’agenda de la campagne « sauvons les terres pastorales ». La coalition a bénéficié de l’appui méthodologique et d’alimentation en informations utiles de CARE et de IDDH dans la conduite de tout ce processus. Cet appui a sans nul doute facilité la réalisation du but à ce niveau.

* ***Participation aux travaux du comité interministériel de suivi de EPU***

Le gouvernement à travers le Ministère en charge de la Justice a mis en place un comité interministériel chargé de la rédaction des rapports initiaux et périodiques aux organes des traités et de l’examen périodique universel. Dans le passé, ce comité n’avait jamais impliqué les organisations de la société civile pastoral réduisant du coup la prise en compte de la situation des pasteurs notamment les entraves au droit à la mobilité. Fortes de leur coalition, les OSC membres de la campagne ont revendiqué et obtenu leur participation aux travaux de ce comité qui travaillé avec la participation d’acteurs de la société civile pastorale aux cotés des organisations de défense des droits de l’homme. Ceci a permis ainsi la prise en compte des aspects de droits humains relatifs aux pasteurs dans le rapport de suivi produit par le gouvernement.

**Valeur ajoutée du partenariat avec IDDH**

Le partenariat tripartite AREN, CARE et IDDH, a été particulièrement bénéfique pour la réalisation des objectifs dans le cadre de l’EPU. IDDH, a mis au service de AREN et de la coalition ses entrées au Ministère de la justice et son expertise dans la préparation de rapport situationnel sur les violations de droit. Cet appui pertinent de IDDH a permis l’élaboration d’un rapport alternatif de qualité soumis à EPU par la coalition (ce rapport a été signé par 11 organisation et collectifs d’organisations pastorales et de droit de l’homme), le partage d’informations utiles, la facilitation et lobbying auprès du Ministère de la justice ayant facilité la représentation de la coalition au sein du comité de suivi de EPU et la collaboration avec CNDH pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations de EPU 2016. En perspective, se mettent déjà en place l’élaboration d’un module et l’influence des curricula à l’ENAM et à la faculté de droit de l’Université Adboul Moumouni Dioffo de Niamey.

* ***Participation à EPU***

L’activation par la société civile nigérienne de mécanisme international même s’il n’est inédit n’est chose courante, on se souvient seulement de la condamnation de l’Etat du Niger par la cour de la CEDEAO le 27 octobre 2008 suite une plainte soutenue par l’association TIMIDRIA dans une affaire d’esclavage.

Pour la première fois au Niger, une coalition d’organisations de la société civile mise en place pour la campagne « sauvons les terres pastorales », a produit un rapport alternatif et qu’elle a soumis au mécanisme de l’EPU des Nations Unies en juin 2015. Ce rapport fut accepté et utilisé par les Nations Unies.

Dans le cadre de ce processus, une pré- cession a été organisée en décembre 2016 à Genève, AREN en tant que membre de la coalition a été invitée et a y participé. Parallèlement s’activait au Niger et en Europe une sensibilisation des pays qui seront présent à la session de janvier avec pouvoir d’interpeller le gouvernement du Niger.

Au Niger, AREN avec l’appui de CARE a tenté plusieurs rencontres avec les chancelleries, seule l’ambassade de France fut rencontrée et informée sur les enjeux autour de la préoccupation soumise par la coalition. Pour sa part CDK intervenait au niveau du gouvernement Danois pour influencer leur délégation à interpeller le gouvernement Nigérien. D’ailleurs deux recommandations sur le pastoralisme suite aux interpellations de ces deux pays figurent dans le rapport final de l’EPU Niger.

A l’issue du passage du Niger à la session de l’EPU du 18 janvier 2016 à Genève, deux recommandations sur les industries extractives ont été directement adoptées par l’Etat du Niger et deux autres sur le pastoralisme ont vu leur validation reportée à juin 2016.

**Recommandations session de l’EPU pour Niger, Genève 18 janvier 2016**

**Les deux recommandations acceptées par le Niger sur les industries extractives**

👉 Renforcer les mesures de sécurité et de protection pour l'exploitation des ressources naturelles, afin de protéger rigoureusement l'environnement et la santé et les droits des résidents locaux, et en conformité avec les Principes directeurs des Nations Unies des affaires et des droits de l'homme (Slovénie);

👉 Veiller à ce que les sociétés commerciales, en particulier celles qui travaillent dans le secteur minier, respectent les droits de l'homme, en suivant les principes directeurs sur les entreprises et les droits de l'homme (Suisse).

**Les deux recommandations sur le pastoralisme à valider en juin 2016 par le Niger**

👉Adopter les décrets d'application de l'ordonnance sur le pastoralisme, en garantissant la protection des droits fonciers (France);

👉Prendre des mesures concrètes pour accroître efficacement la protection des droits des pasteurs (Danemark).

L’important travail de plaidoyer conduit par la coalition a porté ses fruits étant donné l’engagement du gouvernement sur l’épineuse question des droits de l’homme autour des sites miniers et le respect des principes directeurs des Nations Unies par les industries extractive. Face à l’engagement du gouvernement de se prononcer sur les recommandations pour la mise en place des textes complémentaires à la loi pastorale en souffrance depuis plusieurs années, la coalition poursuit ses démarches de plaidoyer au niveau national pour que ces recommandations soient acceptées et qu’enfin les cinq textes en souffrance au niveau du gouvernement soient adoptés.

* ***Suivi de la mise en œuvre des recommandations***

Depuis la publication du rapport de l’EPU, une nouvelle page de plaidoyer s’ouvre pour la coalition, afin de rendre le gouvernement proactif par rapport aux engagements pris à Genève devant ses pairs. Plusieurs actions sont entreprises dont l’effet conjugués ne tardera pas à produire des résultats :

* Une note avait été adressée à l’ambassadeur de France pour lui permettre de soulever la question au niveau de la présidence de la république du Niger.
* Un atelier de restitution est attendu d’ici peu lors duquel l’Etat nigérien devrait annoncer sa décisions sur les recommandations.
* AREN est membre du comité d’organisation de l’atelier d’élaboration du plan d’action de suivi des recommandations qui sera organisé par le CNDH du 12 au 14 avril 2016.

Le gouvernement vient d’adopter ce 29 juin un des textes en souffrance à travers le projet de décret déterminant les normes applicables aux pistes de transhumance et aux couloirs de passage.

Le succès du plaidoyer sur le processus EPU ne cesse de susciter de plus en plus d’intérêt de la part de plusieurs autres organisations de la société civile Nigérienne et même des organisations internationales pour la campagne « sauvons les terres pastorales ». En plus des 17 adhésions déjà enregistrées lors de son lancement en février 2015, on note déjà six nouvelles entrées dans la campagne : Daoud, GAJEL, OXFAM, la Plateforme agro écologie, Swiss Aid, EPKS EPER.

Egalement des initiatives de cofinancements d’activités de la campagne ne tarderont pas à se mettre en place de certains bailleurs comme la GIZ et IDDH.

### **Apprentissage sud-sud**

Aucune activité n’a été conduite dans le cadre du processus EPU pour permettre à AREN de tisser des liens avec des organisations kenyanes ou tanzaniennes comme prévue initialement. A défaut, Le projet a pallié cette insuffisance en développant un partenariat avec IDDH (cf. encadré, en haut). Le succès dans le plaidoyer international sera capitalisé et partagé dans le cadre global de PROGRES II (en cours) pour servir à l’apprentissage d’autres organisations au sud et au nord.

### **Le système judiciaire et le lobby politique pour récupérer les terres pastorales occupées**

#### **Dialogue avec les acteurs non conventionnel**

* ***L’incidence de l’exploitation minière sur la pratique de l’élevage mobile***

Initialement les activités dans le cadre du dialogue avec les acteurs non conventionnels que représentent les industries extractives, était prévu se réaliser avec les compagnies d’exploitation du pétrole implantées dans la région de Diffa. Il y avait véritablement une entrave à l’épanouissement de l’activité pastorale dans la zone d’exploitation pétrolière et plus spécifiquement un non-respect flagrant des droits à la mobilité à travers une incidence très négative sur les ressources pastorales et les animaux. Les activités dans ce domaine avaient démarré par une information sensibilisation en vue de mobilisation des acteurs au niveau urbain notamment la société civile locale et en zone pastorale les éleveurs et leurs leaders étaient visés. Malheureusement le déclenchement en février 2015 des hostilités avec Boko Haram avec comme conséquences une insécurité croissante et un afflux massif de réfugiés dans la région a freiné et arrêté le travail entamé.

Le Board a mené des réflexions et décidé du redéploiement vers la mine de Azelik dans la région d’Agadès. C’est une ancienne mine exploitée par les Chinois qui fut abandonnée sans protection propageant une pollution sur les ressources pastorales (eau et pâturage). Les pasteurs étaient aussi concerné par la forte radio activité ambiante dans un vaste domaine tout autour et l’usage de matériaux (tôles, planches et autres objets) provenant de la mine sans gardiennage ni clôture. L’ONG OUGBOUL OUNFA conduisant déjà une campagne médiatique sur la question approcha AREN pour une collaboration afin de sécuriser et protéger de la pollution par radiation de cette plaine qui était le théâtre annuel de la cure salée, un évènement culturel et économique qui rassemble plusieurs milliers d’éleveurs et qui est désormais compromis depuis par l’installation puis l’abandon de la mine uranifère sans aucune protection.

CARE a accompagné AREN à développer un partenariat spécifique avec les ONG AGHIRIN’MAN et OUGBOUL OUNFA. L’objectif de ce partenariat était de mutualiser les efforts afin de rendre redevable l’Etat et la société des mines d’AZELIK pour restaurer et protéger les espaces pollués afin que s’accomplisse effectivement le droit à la mobilité des pasteurs dans cette zone riche en pâturage de qualité. Une étude sur les niveaux de radiation avait été réalisée avec l’appui du laboratoire français CRIIRAD. Malheureusement le désengagement précoce du partenaire OUGBOUL OUNFA n’a pas permis d’aboutir à des résultats. Face à cette situation le Board a autorisé à prospecter la possibilité de poursuivre la collaboration avec les collectivités de la zone concernée. Des contacts sont entrepris mais il n’y pas encore d’avancée malgré l’intérêt de ces dernières et même d’autres OSC comme le ROTAB.

Le cas de Azelik, démontre combien est important l’engagement durable des OSC lorsqu’on aborde des questions aussi sensibles. Une initiative importante pour la sauvegarde des droit des pasteurs, mais désertée par des partenaires frileux, peu engagés et mus certainement par des intérêts autres que ceux de la défense des droits des pasteurs.

* ***Absence d’indemnisation de pasteurs en cas d’occupation d’une zone de pâturage***

Au Niger, malgré que la loi sur le code rural soit en place depuis près d’un quart de siècle (l’ordonnance n° 93-015 portant principes d’orientation du Code Rural) et encore plus récemment l’adoption de la loi pastorale, les éleveurs continuent de subir l’absence d’indemnisation en cas d’occupation de leur zone de pâturage pour utilité publique à l’image du foncier agricole. La menace est bien réelle car le Niger connait un regain d’activités de prospection minière qui concerne une grande partie des zones pastorales du pays.

Le droit d’usage prioritaire et la notion de terroir d’attache ne donnent droit à aucune indemnisation, malgré qu’ils soient reconnus aux éleveurs par la loi pastorale. Cette préoccupation fait partie des thèmes retenus pour le plaidoyer par la coalition pour la campagne savons les terres pastorales. La finalité ici est qu’à moyen terme de parvenir à une constitutionnalisation du droit d’usage prioritaire et à plus court terme la reconnaissance de ce droit et par des textes de lois permettant d’indemniser les pasteurs. Une étude devrait être conduite par le projet à travers le ROTAB, un membre de la campagne mais, une incompréhension avec AREN sur la méthodologie et le coût exorbitant de l’étude n’ont permis son aboutissement.

A défaut de cette étude, le ROTAB assure la formation des membres de la coalisation sur le principe des Nations Unies sur les industries extractives. AREN de son côté mise sur une nouvelle collaboration avec le SAMAN et IDDH pour renforcer les capacités des éleveurs en les dotant d’un guide sur les voies de recours à la justice en cas de litige foncier.

Une fois de plus, surgi la difficulté pour les organisations malgré le partage d’intérêt sur une question de mutualiser leur expertise et ressources pour porter et défendre les intérêts des pasteurs.

### **Utilisation du système judiciaire par les membres de AREN**

#### **Renforcement des capacités sur les procédures de saisines de la justice**

Une des plus importantes missions des leaders des éleveurs est la représentation et la défense des droits des éleveurs au niveau local. Afin de renforcer cette capacité à utiliser le système judiciaire au niveau des groupements locaux de l’AREN plusieurs formations ont été réalisées dans les régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa. Au total 1 603 personnes dont 292 femmes furent formées depuis le début du projet sur les procédures de saisines des juridictions et voies de recours. Cet effort de formation sera bientôt appuyer par la production d’un guide de saisine des juridictions au niveau local à l’usage des éleveurs.

Malgré tous ses efforts il reste encore une faible utilisation directe des services judicaire par les leaders locaux, même si des avancées significatives se mettent en place car le fossé entre les juges et les justiciable commence à se rétrécir du fait qu’au cours de ses formations il y a une présence du juge qui discute directement avec les représentant des éleveurs. Ceci contribue largement à démystifier la justice et la rapprocher d’avantage des justiciables.

#### **Mobilisation des avocats pour la défense des droits fonciers des pasteurs**

AREN, a privilégié la combinaison du plaidoyer en direction des porteurs d’obligations avec une action en justice. Le cas le plus révélateur demeure l’épineux dossier de Bougoum dans lequel se trouve en cause l’élite politique et de la société d’urbanisation. Il est vrai qu’après plusieurs mois de procès l’affaire n’a pas connu le dénouement souhaité et se trouve toujours pendante, du fait de l’interférence du politique et de son enjeu financier. Toutefois, la terre accaparée reste encore non privatisée et l’effet retentissant de l’affaire qui a été fortement médiatisée a freiné les velléités d’accaparement des terres dans la périphérie de Niamey et dans la région de Tillabéry des compagnies d’urbanisation.

Le gouvernement au plus haut niveau a été largement sensibilisé sur la question et a pris désormais conscience de l’enjeu du phénomène qui non seulement menace la pratique de l’élevage mais aussi accroit la paupérisation des populations. Le sujet a même été traité en conseil des ministres et plusieurs mesures conservatoires ont été prises par le gouvernement (cf. encadré, ci-contre) notamment : la mise en place d’un comité ad hoc sur l’accaparement des terres et la privatisation des espaces pastoraux, la décision de démanteler tous les ranchs illégaux installés en zone pastorale et enfin l’arrêt de nouveaux lotissements urbains. Toutes ces mesures ne sont véritablement suivies d’effet de mise en application du fait de l’interférence politique qui rend encore plus complexe leur application, car même si le gouvernement avait eu à certains moments la volonté d’agir, il s’est trouvé contrarié par les enjeux qui nécessitaient de pousser l’audace dans l’application des mesures qu’il a délibérément pris. Pourquoi n’avoir pas positivé et aboutir à des résultats pour en faire plus tard un argument de campagne électorale par exemple. On note par exemple que sur le cas du plateau de Bougoum qui serait intervenu dans une période de tension politique, la stabilité du régime en place aurait pu être compromise. Cela prouve combien la situation de l’occupation illégale des terres reste très complexe au vu des acteurs en scène.

**Décisions du gouvernement du 10 décembre 2014**

1. Annulation immédiate avec notification aux promoteurs de tous les processus en cours d'érection de ranchs privés en zone pastorale et dans les enclaves pastorales;

2. Le démantèlement immédiat de tous les ranchs et autres enclosures sauvages qui sont réalisés en violation de la loi depuis l'avènement de l'ordonnance relative au pastoralisme de 2010 ;

3. Diligenter une enquête conjointe IGGA/IGS du Ministère de l'Elevage sur la légalité et les conditions d'érection des autres ranchs réalisés avant l'avènement de l'ordonnance relative au pastoralisme dans les meilleurs délais;

4. Instruire le Contentieux de l'Etat afin qu'il engage au besoin des actions en inscription de faux contre d'éventuels titres fonciers que des promoteurs peuvent brandir pour couvrir-leurs entreprises illégales.

Ester en justice requiert également la capacité de constituer le fond de dossier et de mobiliser les avocats pour la défense. Il a été très difficile de trouver un avocat spécialisé dans le foncier pastoral, ce qui a conduit AREN à entrer en partenariat avec le syndicat des magistrats pour assurer une formation sur le foncier pastoral, visant à créer à terme une masse critique de juges et avocats compétents sur la question. L’autre préoccupation reste le coût élevé des prestations des avocats qui ne sont pas à la portée des organisations des éleveurs moins encore des communautés. Même s’il n’est pas toujours certain de remporter le procès ces coûts valent la peine d’être engagés. La question centrale reste comment autofinancer de tels coûts durablement sans pour autant faire recours aux financements extérieurs comme c’est le cas avec le projet. D’ailleurs pour plusieurs bailleurs ce type de coût n’est pas éligible.

### **Vers le développement d’une expertise en foncier pastoral au sein des avocats et Magistrats**

L’une des difficultés rencontrées est l’absence de juge et avocat spécialisés dans le foncier pastoral. C’est pourquoi, le projet a entrepris non seulement une collaboration active sur le terrain avec les acteurs de la justice, mais aussi de procéder à leur formation sur les fondements des textes régissant le foncier pastoral. L’objectif visé étant de renforcer les capacités techniques des acteurs de la justice sur les problématiques du foncier pastoral au Niger pour créer les conditions d’une meilleure prise en charge des conflits qui y sont liés. Les journées d’informations et de formation des magistrats et avocats sur la problématique de l’élevage au Niger, se sont tenues à Niamey du 20 au 22 avril 2016 et regroupés plus de 40 juges, magistrats et avocats pour la plupart en activité dans les services judiciaires déconcentrés.

**Entretien avec le syndicat des magistrats**

La plus grande difficulté qu'on rencontre lors de la gestion des litiges est relative à la nature du contentieux des actes du Code rural. Avant cette formation, beaucoup d’entre nous estiment dès qu’il y a un écrit, il s’agit d’un contentieux civil qui échappe au juge coutumier ou celui du foncier rural. Mais après les débats il s'est avéré que ce contentieux relève du foncier rural, et que c’est le tribunal du foncier rural qui est compétent quelle que soit les actes existant sur le bien en cause.

Pour ce qui est des recours de AREN à la justice , en l'absence d'une loi spéciale autorisant AREN à ester en justice nous ne sommes pas convaincus de sa qualité à saisir la justice pour la défense de ses membres. AREN peut aider ses membres en les conseillant, guidant, ou en finançant les frais d'Avocats sans mentionner sur les requêtes et plaintes "A la requête de AREN" ou "Plainte de AREN".

Elle marque le début d’une collaboration entre les OSC du secteur de l’élevage et la justice Nigérienne, qui à terme va certainement inverser la tendance négative actuelle dans le traitement de litige foncier impliquant les éleveurs, comme l’atteste les recommandations issues de la rencontre dont un extrait dans l’encadré ci-dessus.

**Journée d’information et de formation des magistrats et avocats**

**Quelques recommandations à l’endroit de l’Etat**

* La mise en place d’un système fiable d’archivage des actes et titres établis sur le foncier par les différents services et institutions compétents ;
* L’installation du Tribunal du foncier rural sur l’ensemble du terroir national, et la clarification de ses compétences sur les actes de lotissement établis sur les terres rurales ;
* La prise en compte des espaces pastoraux lors de la réalisation des opérations de développement, afin de garantir leur compensation et l’indemnisation des droits d’usage reconnus aux individus ou aux communautés ;
* La révision des curriculums de formation dans les écoles supérieures pour y introduire le droit sur le foncier et les ressources naturelles en vigueur au Niger.

**Recommandations au SAMAN et à AREN**

* La conception d’un guide à l’intention des organisations de producteurs sur les possibilités légales de recours à la justice, en cas de litige foncier ;
* La poursuite de la formation à l’endroit des autres magistrats et avocats non concernés par la présente formation.

### **Productions des évidences sur l’accaparement**

L’option faite pour le plaidoyer informé et collaboratif a permis de mettre l’accent sur la production d’évidences à travers plusieurs études dont entre autres :

* L’inventaire des cas de violation des droits des pasteurs dans le foncier, une étude conduite par le conseiller juridique de AREN qui a permis de recenser 39 cas de violation des droits fonciers des pasteurs. Ce travail doit être permanent au sein de AREN car permettant non seulement de documenter les cas, mais surtout d’opérer le choix pour une saisine de la justice ou pour un traitement administratif par voie de conciliation.
* L’un des préalables posés par le projet consistait à la cartographie des espaces en cause dans l’accaparement ou la vente illégale. Ainsi plus de 789 522 ha ont été délimités et géo localisés par GPS dans les régions de Tillabéry, Niamey, Dosso et Tahoua. Ce travail non seulement sert pour la constitution des dossiers en justice, mais aussi pour la veille informative et plus tard permettra d’alimenter le site de OPTIM-AOC. Il n’y a pas de doute que la publication de telles informations aura un effet dissuasif pour les éventuels accapareurs.
* La production d’un rapport alternatif pour le mécanisme de l’EPU (voir plus haut)
* La production de films documentaires /utilisation des médias traitant de la question par AREN et des membres de la campagne comme le ROPEN.

La documentation des cas est ici fondamentale dans le combat contre l’accaparement et la vente illégale des terres pastorales. Cependant il est à noter une limite dans leur valorisation par manque de site internet et les lacunes dans la communication qui reste faiblement organisée au niveau de la campagne.

# Valeur ajoutée de CARE

Dans la mise en œuvre du projet, CARE était dans une position de transfert de responsabilité aux partenaires à travers le Board. Les différents rôles joués par CARE se sont focalisés sur l’accompagnement de la coalition dans le plaidoyer, ce qui lui a permis de couvrir tous les principaux rôles définis dans les standards de CARE DK :

* **Door opener**: CARE a facilité le processus de mise en place de la coalition d’organisations de la société civile « Sauvons les terres pastorales ». Le Outcome mapping a été mis à contribution pour mobiliser et engager 17 OSC de défense des droits de l’homme et œuvrant dans le pastoralisme. CARE à également suscité le partenariat entre AREN et IDDH pour la production du rapport alternatif soumis à l’EPU. Un partenariat fructueux avec le RECA a permis entre autres le repérage et la géolocalisation des espaces accaparés mais aussi la mobilisation de fonds supplémentaires pour la réalisation d’activités pertinentes. Encore plus récemment CARE a aidé à la mobilisation de plusieurs organismes internationaux comme le ZFD-GIZ, le PASEL- VSF, OXFAM, etc.
* **Watchdog**: le programme a accompagné AREN dans un partenariat avec les ONG AGHIRIN’MAN et OUGBOUL OUNFA. Il s’agit de la défense des droits des pasteurs dont une bonne partie de l’espace vitale servant à l’évènement culturel et économique de la Cure salée annuelle, est pollué par l’installation puis l’abandon de la mine uranifère d’AZELIK. Cette activité était hautement sensible au vu de la complexité de la question uranifère au Niger.
* **Knowledge broker**: CARE a facilité la relation avec IDDH pour la production du rapport alternatif de l’EPU mais également fourni à AREN les informations et documentations nécessaires sur les industries extractives.
* **Fellow activist**: conformément à son agenda de plaidoyer, CARE a intensifié le soutien à la coalition « sauvons les terres pastorales » qui porte le plaidoyer sur le thème hautement sensible de l’accaparement des terres.
* **Coach: Un coaching multiforme a été fait régulièrement au profit de AREN et même de la coalition des OSC.**
* **Funder:** CARE a fourni les ressources nécessaires à travers le projet Insecure Land.

# Effets et changements majeurs produits par le projet

Le projet Insecure Land, est caractérisé par son double aspect innovateur à travers son mécanisme de gestion qui restitue le pouvoir aux partenaires du sud et la problématique de l’accaparement des terres jusque-là peu ou pas du tout adressée au Niger. Le projet a donc induits des changements significatifs après deux années de mise en œuvre, il s’agit entre autres :

## **Une évolution fulgurante des marqueurs de progrès**

Au démarrage du projet, des marqueurs de progrès ont été définis pour suivre les changements qualitatifs induits par le projet au niveau des acteurs périphériques. Après deux années de mise en œuvre la quasi-totalité des marqueurs a atteint un niveau de réalisation significatif, comme l’indique le tableau suivant :

| **Acteurs** | **Marqueurs de progrès de départ** | **Niveau atteint en juin 2016** |
| --- | --- | --- |
| AREN | La défense de droits et intérêts des pasteurs est garantie | - Effectivité de l’assistance judiciaire.  - Dossiers pendants en justice (2 dossiers en justice, règlement extra judiciaire).  - Recrutement d’un conseiller juridique,  - Contrôle de mise en valeur des ressources naturelles.  - Magistrats et avocats désormais sensibles à la défense de droits et intérêts des pasteurs |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupements AREN | Ils influencent les décisions des conseils municipaux en faveur du pastoralisme (foncier pastoral)/ | - Les groupements au sein des sièges des communes jouent un grand rôle et interpellent l’autorité communale ; influencent le budget local et critiquent certains investissements ; ils prennent de plus en plus conscience de la nécessité pour eux de siéger au conseil pour mieux faire entendre leur voix. Ils se rendent de plus en plus compte de l’importance et du rôle qu’ils doivent jouer pour l’amélioration des conditions de vie des communautés.  - On s’achemine vers une masse critique de leaders locaux pour inverser la tendance à l’attentisme et la résignation des éleveurs. Le cas des populations des plateaux de Bougoum et Karey Gorou dans les environs de Niamey qui viennent de prendre spontanément en main la surveillance de leurs aires de pâturage menacées d’accaparement en est très révélateur. |
| Coalition | Un mouvement social (plateforme) est créé en faveur du pastoralisme à tous les niveaux (local, national, s/régional, régional et international) et influence les politiques et leur mise en œuvre effective | Existence d’une coalition pour la campagne sauvons les terres pastorales avec une trentaine d’organisation. Installation d’un Board pour le pilotage des actions issues d’Insecure land. Mobilisation de 11 organisations pour la rédaction du rapport EPU |
| Commission Foncière | L'inventaire des terres pastorales est réalisé, et versé au dossier rural, fait l'objet d'un classement par décret et d'un contrôle régulier de sa mise en valeur | - Inscription au dossier rural des enclaves pastorales par AREN Maradi  - Tendance à la mise en place d’un système fiable d’archivage des actes et titres établis sur le foncier par les différents services et institutions compétents |
| Autorités administratives et coutumières | Les Maires et les préfets n'authentifient plus les ventes illégales des terres pastorales | Deux dossiers sont devant la justice et portent sur des mises en cause de 4500ha et de 100ha. Dans les communes où il y a eu des cas de contestation et de recours à la justice, les autorités sont plus attentives avant d’accepter une attribution ou une vente. Aussi, la campagne a atténué les ardeurs des accapareurs. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Secrétariat Général du Gouvernement, Ministère de l’Elevage  (Droits humains) | Les décrets d’application de l’Ordonnance 2010-029 signé le 20 mai 2010 sont publiés (dont celui concernant l’indemnisation des pasteurs en cas d’occupation de leurs espaces par les industries) et les mesures prises par le gouvernement pour démanteler les ranchs illégaux sont mise en œuvre | A la suite de la lettre du cabinet de la présidence au premier ministère sur l'accaparement des terres pastorales et le démantèlement des ranchs, il a été mise en place un comité ad hoc pour examiner la situation d’ensemble et faire des propositions. |
| Commission Nationale des Droits Humains, Comité Interministériel-EPU, Ministère de la Justice (Droits humains) | Les rapports ressortent clairement la situation des droits des pasteurs avec des recommandations pertinentes au Gouvernement | - AREN avec le soutien de PROGRES et une coalition a réussi la production d’un rapport alternatif qui sera présenté à la pré-session de l’EPU. |
| Danish Council (Droits humains) | Le gouvernement danois fait 3 recommandations au Niger lors du prochain EPU alignés sur celles portées par la campagne « Sauvons les terres pastorales | - Les missions diplomatiques européennes membres du CDHJ ont toutes été ampliatrices du rapport.  - Au Niger AREN avec l’appui de CARE a tenté plusieurs rencontres avec les chancelleries. A l’issue du passage du Niger à la session de l’EPU du 18 janvier 2016 à Genève, deux recommandations sur les industries extractives ont été directement adoptées par l’Etat du Niger et deux autres sur le pastoralisme ont vu leur validation reportée à juin 2016. |
| Industriels (Droits humains) | Les industries extractives et laitières font volontairement le suivi de l’impact de leurs activités sur la vulnérabilité des populations pastorales (genre, nutrition, environnement) | La mesure de la radioactivité à Azelik a mis en évidence deux points chauds dont l'accès doit être condamné et la sous information des populations sur les dangers encourus |
| CEDEAO | La CEDEAO (et l’UEMOA) institutionnalisent les rencontres de haut niveau sur la transhumance transfrontalière | Co organisation de la deuxième rencontre tenue du 2 au 4 novembre 2015 à Cotonou |
| CILSS | Le CILSS intègre dans la charte de prévention et de gestion des crises des indicateurs spécifiques au pastoralisme | Les données sur la veille informative ont désormais un espace au PREGEC et au RPCA |
| UEMOA | L’UEMOA appuie la tenue de la Task Force aliment bétail pour la validation du projet pilote | L’UEMOA a participé à la deuxième réunion de la task force à Niamey du 18 au 19 mai 2015. |
| Danish Council | La coopération danoise s’inscrit de façon durable dans le soutien à l’approche sur les droits humains portée par les associations pastorales | Co-construction des propositions en réponse à des appels à proposition portés par le RBM (Propilab, FISOREP, etc.). AREN membre du RBM est convoquée en décembre au CDH de Genève pour l’EPU du Niger. Le nouveau gouvernement réduit les fonds souples des ONG danoises de 20% en2016 |

## **Vers la réalisation du but final du projet**

L’objectif du projet est « les terres pastorales sont protégées contre l’occupation illégale et l’accaparement » cet objectif même si on ne peut pas dire aujourd’hui qu’il est atteint entièrement, n’est pas loin d’être réalisé au vu des changements significatifs et irréversibles que le projet a induit. En plus des marqueurs de progrès on note des avancées majeures ci-dessous :

* La créaction d’une expertise national sur le foncier pastoral qui se met en place avec des avocats qui se spécialisent dans le domaine, à travers les défenses des dossiers en justice sur des cas d’accaparement des terres. Egalement il émerge une expertise spécialisée sur l’accaparement des terres au sein de AREN et de la société civile nigérienne.
* Le développement de capacités AREN qui se renforce avec la création d’un service judiciaire interne avec le poste de conseiller juridique, qui prend de l’envergure et qui se met de plus en plus au service de plusieurs organisations de la société civile à travers la campagne « Sauvons les terres pastorales ». Plus généralement aujourd’hui la capacité à mobiliser les acteurs de la justice pour les causes des pasteurs (magistrats, juges, avocats) est en place au sein de la société civile pastorale.
* La dynamique de collaboration entre société civile et acteurs de la justice est créée et reste à entretenir.
* L’émergence d’une coalition de la société civile regroupant plus de 20 organisations pour porter la voix des pasteurs est un fait inédit au Niger. Il existe certes des collectifs d’OSC mais leur fonctionnement et le processus de leur mise en place sont différents, car il s’agit ici de s’accorder et de travailler un agenda commun et d’œuvrer ensemble pour sa réalisation en mettant en marge leurs divergences internes.
* L’effet dissuasif de l’utilisation des plaintes en justice a freiné l’émergence de la forte propension à accaparer les terres pastorales.
* Une prise de conscience par le gouvernement et certains acteurs politiques de l’enjeu que représentent les terres pastorales et la nécessité de les protéger pour la prospérité de l’activité pastorale au Niger.
* La société civile Nigérienne est familiarisée avec l’utilisation des mécanismes de droits internationaux permettant de rendre le gouvernement responsable face aux questions relatives aux droits de l’homme.

Un changement majeur, c’est la prise de conscience au niveau communautaire qui s’organise pour dénoncer et défendre les espaces pastoraux (cf. encadré ci-dessous) de toute convoitise nuisible à la pratique de l’activité pastorale.

**Entretien avec les populations riveraines du plateau de KAREY GOROU**

Les appuis que AREN nous a apporté dans la défense de nos terres pastorales ont concerné : (i) le renforcement de notre connaissance des textes relatifs au code pastoral, (2) la dénonciation médiatisée de la vente illégale de 100 ha sur le plateau, (3) en plus de l’opposition contre l'immatriculation dudit espace par voie administrative, AREN nous a aidé à porter plainte au tribunal de Kollo pour demander l'annulation pure et simple de ladite vente de 100 ha, (4) Enfin quand certains parmi nous ont été arrêtés et déférés à la prison civile de Kollo AREN nous a aidé à retrouver la liberté à travers les prestations d'un avocat qu'elle a engagé pour assurer notre défense.

Les vendeurs ont saisi à nouveau l’administration pour une annulation de l’arrêté protégeant et sécurisant les espaces pastoraux de la commune de Bitinkodji, mais restons sereins et confiants, car nous savons que le droit sera cette fois ci de notre côté.

Avant l'intervention de AREN, nous ne savons pas que nous ne connaissons pas l’étendue de nos droits sur nos ressources partagées. Nous ne savons pas aussi que nous pouvons dénoncer les cas des ventes illégales de nos terres pastorales.

Aujourd'hui, nous connaissons toutes les voies et moyens permettant de revendiquer nos droits et même de protéger et préserver nos propres terres pastorales.

Toute la communauté est maintenant consciente de danger qui nous guette et nous avons réussi à mettre en place un système de veille permanente, en plaçant aux endroits idéals des personnes qui nous avertissent en cas d'un acte ou comportement suspect tendant à marchander ou à délimiter des parcelles sur notre plateau.

La communauté, n’a pas hésité à prendre le contrôle de la commission foncière locale en destituant les membres corrompus et impliqués dans les ventes de nos terres pastorales, nous les avons tous remplacé par des personnes appropriées soucieuses du bien de la communauté.

Sans l'assistance juridique et judicaire de AREN, notre unique espace pastoral serait entièrement loti, vendu et construit. Aujourd'hui il y'a un grand changement, car aucun vendeurs ou acheteur n’ose s’en prendre à nos terres.

Nous rencontrons des difficultés quant à la localisation des terrains vendus en cachète car ils ne sont pas le plus souvent bornés ou matérialisés. Nous présumons qu'une vente a déjà été faite lorsque nous surprenons un suspect en train de faire des grosses dépenses ou lorsque le train de vie de certaines personnes change brusquement.

AREN doit continuer à aider nos voisins riverains et utilisateurs des autres plateaux à savoir le plateau de Bougoum et celui de Toulouaré pour qu’eux aussi puissent mieux s'organiser et défendre comme nous l’avons leurs terres vitales.

# Conclusions et recommandations

Globalement le projet Insecure land- Nouvelles alliances pour la promotion des valeurs universelles, a répondu aux attentes des différents acteurs en apportant une réponse opportune à un phénomène nouveau qu’est l’accaparement et la vente illégale des terres pastorales et qui prenant une envergure démesurée. Le projet est intervenu au bon moment pour aider la société civile pastorale à opposer une réponse adéquate qui, aujourd’hui même si elle n’a pas permis d’arrêter complétement le phénomène a largement contribué à le freiner.

Ce projet dans sa mise en œuvre a connu quelques faiblesses qui se résument à : (i) un niveau d’appropriation de la gestion du projet par le Baord très faible au départ mais qui s’est amélioré progressivement ; (2) des insuffisances importantes dans la gestion de la communication de la campagne « sauvons les terres pastorales » en terme de coordination et de mobilisation des médias au niveau locale; (3) très peu d’avancées dans le travail pour la mise en cohérence du travail entre le cadastre, l’urbanisme et le code rural, dû certainement à la complexité des rapports institutionnels entre différents Ministères.

Le projet pourra mieux consolider les acquis et conforter la dynamique collaborative en place en axant ses activités sur les recommandations suivantes :

* Renforcer les capacités pour les oppositions aux avis d’immatriculation, en appuyant une appropriation par les populations, le cas de Karey Gorou reste révélateur de la faisabilité d’une telle approche ;
* Poursuivre et renforcer la collaboration avec le ROTAB sur la rresponsabilité sociale des entreprises notamment dans le domaine minier où un travail intéressant avait été entamé sur la mine d’Azlik ;
* Intensifier le plaidoyer au niveau national pour l’adoption des textes d'application de la loi pastorale en souffrance au niveau du gouvernement (production argumentaire, rencontres SGG, AN, CNDH);
* Développer le partenariat avec la CNDH pour le suivi des recommandations de l'EPU
* Renforcer les capacités des organisations de producteurs à la base y compris les groupements de AREN pour le contrôle de mise en valeur et la veille informative focalisée sur l’accaparement des terres pastorales ;
* Finaliser et partager le plan de communication de la Campagne « Sauvons les terres pastorales » avec un focus dans sa mise en œuvre sur la mobilisation des médias au niveau local.
* Renforcer les capacités du Board pour une appropriation du Projet et le portage du plaidoyer du niveau national.

# Annexe 1 : cadre logique à jour au 30 juin 2016

| **Output /Effets/ impacts attendus (Hiérarchie des Objectifs)** | **Indicateurs output/ d’effets / Impact (IOV)** | **Valeur de référence (EDB)** | **Prévision Totale (Valeur cible)** | **Réalisation Totale** | **Ecart (Réalisation – Prévision)** | **Commentaires / Justificatifs Propositions de mesures correctives** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Impact** | | | | | | |
| Les espaces pastoraux du Niger sont protégés contre les occupations illégales et l’accaparement abusif des terres | Le nombre de procédures légales engagées pour récupérer les terres faisant l’objet d’une occupation illégale; | 0 | 30 | 36 | +6 | AREN a engagé 36 procédures légales dont 33 procédures extra judicaires (oppositions contre la délivrance des titres fonciers) et 3 procédures judicaires (une procédure au tribunal de Kollo, une autre à la cour d'appel, et la dernière à la cour de cassation). |
| L’extension des superficies qui sont réclamées (ha) | 0 | 500 000 | 789 522 | +289 522 | 789 522 ha ont été déclarés illégalement occupés |
| **Effets** | | | | | | |
| Résultat 1 :  L’occupation illégale des terres pastorales est documentée par les leaders locaux | Le nombre de cas d’occupation illégale des terres pastorales signalés; | 0 | 30 | 39 | +9 | Les éleveurs riverains du plateau ont pris conscience de l'ampleur et des conséquences d'accaparement des terres.  -Ils sont déterminés à dénoncer et combattre désormais tous cas d'accaparement des terres. |
| L’extension des superficies qui sont déclarées illégalement occupées. | 0 | 500 000 | 789 522 | +289 522 | 789 522 ha ont été déclarés illégalement occupés et aujourd’hui réclamés |
| Résultat 2 :  Les acteurs de la société civile mènent des activités de plaidoyer fondées sur des données factuelles contre l’accaparement illégal des terres pastorales dans des espaces nationaux et internationaux | Base de données et documentation disponibles sur l’accaparement des terres | La base de données n’existait pas | Création et Alimentation de la base de données (OPTIMAOC / RBM) | - Les données collectées par AREN sur l’accaparement des terres sont visualisables sur le site de OPTIM-AOC (789 522.58 ha)  - Capitalisation des modèles de sécurisation du foncier pastoral développés par le RBM, en vue de renforcer les stratégies de prévention des conflits autour de l’accès et du contrôle des terres pastorales et élaboration d’une note de politique. Les alliés de la campagne « Sauvons les terres pastorales » ont mis en place un comité de gestion avec un plan d’action pour le plaidoyer. | Faible remontée de l’information et retard dans la mise en route du site de OPTIM-AOC | Tenue du 24 au 25 juin 2016 à Koudougou (Burkina Faso), un atelier technique organisé par le projet PASSHA sur la relance du processus de développement du module OPTIM-AOC. |
| La stratégie de plaidoyer de l’AREN; | 0 | 1 | 1 | 0 | la coalition mise en place pour la campagne ‘’Sauvons les terres pastorales’’ est rendue active |
| Le nombre d’initiatives de plaidoyer dirigées par l’AREN au niveau national ou international; | 0 | 6 | 2 | -4 | - Lancement de la campagne sauvons les terres, mise en place d'une coalition d'OSC dans le cadre de la campagne (avec un mécanisme de gouvernance et un Plan d'action)  - Présentation du rapport EPU à Genève. AREN contribue à la collecte et à la diffusion d'informations sur la situation pastorale à travers le bulletin de RBM et le rapport SIESPA à Diffa,  - Organisation de 3 journées de mobilisation contre l'accaparement des terres (Karey Gorou, Bougoum et Grand Hôtel de Niamey). cf. travail fait par RBM dans l'espace CEDEAO, il y a déjà une capitalisation sur l'accaparement dans trois pays, diffusion info à travers OPTiMAOC |
| Le rapport parallèle EPU sur l’accaparement des terres au Niger. | 0 | 1 | 1 | 0 | l’élaboration d’un rapport alternatif de qualité soumis à EPU par la coalition, Le SE de AREN a participé à la pré session de décembre 2015, Le rapport est disponible |
| La journée internationale sur le pastoralisme pour plaider en faveur du financement par l’Etat du suivi périodique de l’exploitation des ressources naturelles | 0 | 1 | 0 | -1 | Il y a eu l’organisation d’une journée nationale de mobilisation contre l’accaparement des terres avec 150 participants dont les 2/3 sont des femmes. |
| Résultat 3 :  le système judiciaire, le lobby politique et les conventions locales sont mis à contribution pour tenter de récupérer les terres occupées. | Le nombre de procédures légales engagées; | 0 | 30 | 36 | +6 | Actuellement deux dossiers portant sur des mises en cause de 4500ha et de 100ha attirent plus l’attention. |
| la stratégie de l’AREN visant à engager le dialogue avec les acteurs non-conventionnels; | 0 | 1 | 0 | -1 | Activité prévue à Diffa mais le contexte sécuritaire n'a pas permis sa mise en œuvre, Néanmoins, il a été envisagée de développer un partenariat avec le CR d'Agadez et CC de Ingall; une mission de prise de contact a été conduite en novembre 2015 pour consolider le travail amorcé avec les communautés locales d'Azelik. Aussi, en partenariat avec ROTAB, AREN conduira une étude pour la production d'évidence sur l'impact des industries extractives sur l'activité pastorale en vue de formuler un avant-projet de texte sur l'indemnisation des pasteurs |
|  | Le nombre d’activités de plaidoyer auprès des acteurs du secteur privé visant à promouvoir leur adoption volontaire des normes internationales. | 0 | 1 | 1 | 0 | Réalisé |

1. NB : les chiffres concernant Diffa n’ont pas été intégrés [↑](#footnote-ref-1)